

LA KABYLIE

Histoire d'un peuple libre qui n'a jamais choisi d'être algérien

De la Numidie antique au Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie

[Le Numide – Kabyle.com](http://LeNumide-Kabyle.com) Mai 2026



Paysage kabyle peint par Azouaou Mammeri, 1920-1930.

Avant-propos

Ce petit livre n'est pas un pamphlet. Ce n'est pas non plus un manifeste politique. C'est une tentative honnête de raconter l'histoire d'un peuple comme on la raconterait à un enfant de dix ans : simplement, clairement, sans détours.

La Kabylie existe. Elle a toujours existé. Elle existait avant les Arabes, avant les Ottomans, avant les Français, avant l'Algérie. Elle avait ses rois, ses armées, ses alliances diplomatiques, ses langues, ses traditions, sa foi.

Ce que vous allez lire n'est pas inventé. Chaque fait cité est documenté par des sources historiques, des chroniques, des lettres diplomatiques, des archives militaires. L'histoire de la Kabylie n'est pas une légende. C'est une réalité que certains ont intérêt à faire oublier.

Ce document s'adresse d'abord aux Kabyles eux-mêmes — ceux qui doutent, ceux qui cherchent, ceux qui veulent comprendre pourquoi ils ressentent ce sentiment d'appartenir à autre chose qu'à ce qu'on leur impose. Il s'adresse aussi à tous ceux, en France et dans le monde, qui croient encore que la question kabyle est une manipulation étrangère.

Un peuple qui ne connaît pas son histoire est condamné à subir celle que les autres lui écrivent.

Chapitre 1 — Aux origines : la Numidie, premier État kabyle

Qui sont les Amazighs ?

Avant de parler de la Kabylie, il faut parler des Amazighs — les hommes libres. C'est ainsi qu'ils se nomment eux-mêmes depuis des millénaires. Ni Arabes, ni Turcs, ni Français. Un peuple autochtone d'Afrique du Nord, présent sur ces terres depuis au moins dix mille ans, avec sa propre langue — le tamazight — et sa propre écriture — le tifinagh, l'un des plus anciens alphabets du monde encore en usage.

Les Kabyles sont les Amazighs du Djurdjura, ce massif montagneux imposant qui domine la région entre Tizi Ouzou, Bouira et Béjaïa. Leur isolement géographique a été, au fil des siècles, leur meilleure protection contre les conquêtes successives.

Le Royaume de Numidie (202 avant J.-C.)

Vers 202 avant J.-C., le roi Massinissa unifie les tribus berbères et fonde le Royaume de Numidie. Ce n'est pas une simple confédération de tribus — c'est un État structuré, avec une capitale (Cirta, l'actuelle Constantine), une armée organisée, une administration, une agriculture développée et une diplomatie active avec Rome.

Massinissa est l'allié de Rome contre Carthage. Il comprend la géopolitique de son époque et joue avec les grandes puissances pour consolider son royaume. C'est un homme d'État, pas un chef de guerre.

Rome, la superpuissance mondiale de l'époque, traite la Numidie comme un État souverain et allié. On ne fait pas d'alliance avec une tribu — on la fait avec un État.

Jugurtha (118-104 avant J.-C.)

Petit-fils de Massinissa, Jugurtha monte sur le trône de Numidie. Quand Rome commence à empiéter sur ses droits, il choisit la guerre plutôt que la soumission. Pendant sept longues années, il tient en échec les légions romaines — les armées les plus puissantes du monde antique.

Seule la trahison d'un roi allié — Bocchus de Mauritanie — permet sa capture. Il meurt en prison à Rome en 104 avant J.-C., après avoir refusé de plier.

Si Rome a mis sept ans pour venir à bout d'un roi numide, c'est parce qu'elle combattait un État, pas une tribu. Jugurtha est le premier grand résistant de l'histoire kabyle.

Chapitre 2 — La Kahina : reine et gardienne du Djurdjura

L'arrivée de l'islam (VIIe siècle)

688 après J.-C. : Les armées arabes, après avoir conquis l'Égypte et la Libye, avancent vers l'Afrique du Nord. Elles trouvent devant elles non pas un peuple soumis, mais une femme-reine qui commande des milliers de guerriers.

Elle s'appelle Dihya. L'histoire l'a appelée la Kahina — la prophétesse. Reine des Berbères du Djurdjura, elle dirige une coalition de tribus amazighes contre l'envahisseur arabe commandé par Hassan Ibn Numan.

La victoire de 688

En 688, la Kahina inflige une défaite cuisante à l'armée arabe. Hassan Ibn Numan est contraint de retraiter vers l'est. C'est une victoire militaire retentissante qui repousse la conquête de plusieurs années.

Face à un ennemi supérieur en nombre, elle adopte une stratégie radicale : la terre brûlée. Elle détruit les richesses, les récoltes, les villages — pour priver l'envahisseur de butin et de ravitaillement. C'est une tactique militaire sophistiquée, utilisée des siècles plus tard par d'autres peuples résistants.

La chute (vers 703)

Après quinze ans de résistance, la Kahina tombe au combat. Selon les chroniques arabes elles-mêmes, elle se bat jusqu'à la mort plutôt que de se rendre.

La Kahina n'a pas accueilli l'islam comme une libération. Elle l'a combattu militairement pendant quinze ans. Ce n'est pas le comportement d'un peuple sans identité — c'est celui d'un État souverain qui défend son territoire et sa culture.

L'islamisation de la Kabylie sera lente, partielle, et toujours superficielle dans les hautes montagnes. Les Kabyles adopteront la religion, mais ils n'abandonneront jamais leur langue, leur culture, ni leur caractère indépendant.

Chapitre 3 — Le Royaume de Koukou : un État kabyle reconnu par l'Europe

Les Ottomans arrivent (1516)

Les Ottomans s'emparent d'Alger avec l'aide de Khayr ad-Din Barberousse. La Régence d'Alger est créée. Les Turcs contrôlent la côte et les grandes villes.

Mais la Kabylie ? Jamais conquise. Les chroniques ottomanes elles-mêmes le reconnaissent : le Djurdjura reste hors de leur portée. Plusieurs expéditions militaires ottomanes contre la Kabylie échouent. Les Kabyles ne sont pas des sujets de la Régence d'Alger — ils en sont les voisins résistants.

Pendant deux siècles de présence ottomane à Alger, la Kabylie ne sera jamais réellement intégrée dans la Régence. Elle garde ses rois, ses structures politiques, sa liberté.

Le Royaume de Koukou : une diplomatie internationale

16 juin 1598 : La lettre de Amar el-Kadi au Roi d'Espagne Philippe II

Voici un document historique d'une importance capitale, conservé dans les archives espagnoles. Le roi de Koukou — un royaume kabyle situé dans la région de Tizi Ouzou — écrit au roi Philippe II d'Espagne, alors l'homme le plus puissant du monde, maître d'un empire qui s'étend de l'Europe aux Amériques.

La lettre propose une alliance militaire contre les Turcs ottomans, considérés comme l'ennemi commun. Le roi de Koukou peut mobiliser jusqu'à 100 000 hommes. Il offre des avantages stratégiques considérables : la possibilité de construire une place forte à Oran, l'accueil de 50 galères espagnoles dans ses ports. Il demande en échange de la poudre et du plomb.

Deux nobles kabyles — Amar le Vieux et Abd-el-Malek — se rendent à la cour de Philippe II. Ils séjournent plusieurs mois à Majorque en 1603. La médiation est assurée par un moine franciscain. C'est une négociation diplomatique en bonne et due forme, entre deux États souverains.

On ne négocie pas une alliance militaire avec une tribu. Philippe II — le roi le plus puissant du monde en 1598 — reçoit des ambassadeurs kabyles officiels. C'est la preuve irréfutable que la Kabylie était un État souverain reconnu sur la scène internationale.

Cette lettre prouve trois choses fondamentales : la Kabylie avait une souveraineté reconnue internationalement. Elle menait une politique étrangère autonome, indépendamment d'Alger et d'Istanbul. Et elle identifiait les Ottomans comme ses ennemis — pas comme ses maîtres.

Chapitre 4 — La France arrive : la conquête et la résistance

5 juillet 1830 : la France prend Alger

La France de Charles X débarque à Alger. Officiellement pour mettre fin à la piraterie. En réalité pour des raisons de politique intérieure — le roi cherche une victoire militaire pour consolider son pouvoir chancelant.

Alger tombe rapidement. Mais la Kabylie, elle, ne tombe pas. La conquête de la Kabylie va prendre plus de vingt-cinq ans. C'est dire la force de la résistance.

1857 : la bataille d'Ichériddène

La Grande Kabylie ne tombe qu'en 1857, après la bataille d'Ichériddène, menée par le maréchal Randon. Ce n'est qu'après une campagne militaire massive, avec des dizaines de milliers de soldats, que la France parvient à pénétrer dans le cœur du Djurdjura.

Il a fallu à la France, la quatrième puissance militaire mondiale de l'époque, vingt-sept ans de guerre pour soumettre la Kabylie. Cela ne ressemble pas à la conquête d'une région sans structure — cela ressemble à la conquête d'un État qui se défend.

1871 : la grande révolte de Mokrani

Quarante et un ans après la conquête, la Kabylie se soulève à nouveau. La révolte est menée par El Mokrani et Cheikh Aheddad. C'est la plus grande insurrection contre la colonisation française en Algérie — elle mobilise plusieurs centaines de milliers de personnes sur un territoire immense.

La répression est féroce. Des terres sont confisquées. Des familles sont déportées. Des villages entiers sont rasés. La France met six mois à écraser le soulèvement.

En 1871, quarante et un ans après la conquête, la Kabylie se soulève massivement. Ce n'est pas l'acte d'un peuple résigné à l'intégration — c'est celui d'un peuple qui n'a jamais accepté la perte de sa souveraineté.

Chapitre 5 — 1962 : le grand abandon français

La guerre d'indépendance (1954-1962)

Les Kabyles sont parmi les premiers et les plus actifs dans la guerre d'indépendance algérienne. La Wilaya III — la wilaya kabyle — est l'une des plus combattives. Des figures kabyles majeures marquent cette période : Krim Belkacem, Hocine Aït Ahmed, Amirouche Aït Hamouda.

Ces hommes se battent pour l'indépendance — mais pour quelle indépendance ? Celle d'une Algérie démocratique, plurielle, où la Kabylie aurait sa place et son identité reconnues. Pas celle d'un État arabo-islamiste qui effacerait les Berbères de leur propre histoire.

Les Accords d'Évian (18 mars 1962)

La France et le FLN signent les Accords d'Évian. L'Algérie devient indépendante le 5 juillet 1962.

Mais dans ces accords, il n'y a aucune mention des Berbères. Aucune garantie pour la langue tamazight. Aucune protection pour l'identité kabyle. La France reconnaît comme interlocuteur unique le FLN, dominé par un courant arabo-nationaliste qui n'a jamais caché son projet d'arabisation totale du pays.

La France a livré la Kabylie à un État qu'elle savait être arabo-islamiste, sans exiger la moindre garantie pour les populations berbères. Ce n'est pas un oubli — c'est un choix politique dont les Kabyles paient le prix depuis soixante ans.

Hocine Aït Ahmed, figure kabyle majeure de la guerre d'indépendance, s'opposera immédiatement au FLN et fondera le Front des Forces Socialistes (FFS) en 1963. Il est emprisonné, condamné à mort, puis gracié. Son opposition précoce dit tout : dès 1963, il voit que l'Algérie indépendante trahit les promesses faites aux Kabyles.

La responsabilité de la France

La France a une responsabilité historique directe à trois niveaux :

- La conquête par la force entre 1830 et 1857. Elle a détruit l'ordre politique kabyle existant — le Royaume de Koukou et ses successeurs — par la violence militaire. Sans mandat international, sans légitimité, contre la volonté d'un peuple qui résistait depuis des siècles.
- L'abandon de 1962. Elle a signé des accords qui n'incluaient aucune protection pour les Berbères. Elle a reconnu un État dont elle savait qu'il serait arabo-islamiste, et elle a livré la Kabylie à cet État sans garanties.

- La complicité continue. Depuis 1962, la France entretient des relations privilégiées avec le régime algérien — gaz, immigration, coopération sécuritaire — tout en fermant les yeux sur la répression systématique des Kabyles. Elle est complice par intérêt économique et par calcul politique.

La France a combattu la Kabylie pendant vingt-sept ans pour la conquérir. Puis elle l'a abandonnée en cinq minutes à un régime qui la traite depuis soixante ans exactement comme elle-même la traitait — mais sans même la reconnaissance de son existence.

Chapitre 6 — L'Algérie indépendante : la répression systématique

1963 : l'arabisation commence

Dès l'indépendance, le nouveau régime algérien lance l'arabisation forcée. Le tamazight est interdit dans les écoles, les administrations, les médias. La langue parlée par des millions de Kabyles depuis des millénaires est traitée comme une langue étrangère sur sa propre terre.

L'identité algérienne officielle est définie comme arabe et musulmane. Les Berbères n'existent pas dans ce schéma. Ils doivent s'arabiser ou se taire.

1980 : le Printemps Berbère

Avril 1980 : l'université de Tizi Ouzou interdit une conférence du grand écrivain Mouloud Mammeri sur la poésie kabyle antique. La réaction est immédiate et massive. Des étudiants, des travailleurs, des citoyens descendent dans la rue à Tizi Ouzou, Béjaïa, et dans tout le pays.

C'est le premier grand mouvement identitaire berbère depuis l'indépendance. La répression est violente. Des dizaines de personnes sont arrêtées. Mais quelque chose a changé : les Kabyles ont dit publiquement qu'ils existent et qu'ils refusent de disparaître.

Le Printemps Berbère de 1980 est l'acte de naissance de la conscience politique kabyle contemporaine. Quarante-cinq ans plus tard, ses revendications n'ont toujours pas été satisfaites.

1994-1995 : la grève du cartable

Dans un contexte de guerre civile algérienne et de terrorisme islamiste, les Kabyles lancent un mouvement sans précédent : la grève du cartable. Pendant une année entière, un million d'enfants boycottent l'école arabisée.

C'est une victoire partielle : le gouvernement finit par introduire timidement le tamazight dans quelques programmes scolaires. Mais l'arabisation continue. La reconnaissance reste symbolique et insuffisante.

2001 : le Printemps Noir — le point de rupture

18 avril 2001 — Kherrata : Un jeune lycéen de Kherrata, Massinissa Guermah, est tué par un gendarme dans une caserne. Il avait dix-neuf ans. Sa mort déclenche un soulèvement d'une ampleur inédite dans toute la Kabylie.

Ce qui suit est l'un des épisodes les plus sombres de l'histoire récente de la Kabylie. En quelques semaines, les forces de sécurité algériennes tuent 126 jeunes Kabyles. Des centaines sont blessés, parfois mutilés à vie. Des milliers sont arrêtés.

Les manifestants ne demandent pas l'indépendance. Ils demandent justice, dignité, reconnaissance. La réponse de l'État algérien ? Des tirs à balles réelles sur des foules civiles.

126 jeunes Kabyles tués en quelques semaines par les forces de sécurité algériennes. Pas un seul responsable ne sera jamais jugé. Pas un seul. Ce chiffre dit tout sur la nature du régime algérien et sur sa relation avec la Kabylie.

La plateforme d'El-Kseur

Face à la répression, les mouvements citoyens kabyles — les archs — formulent la plateforme d'El-Kseur : quinze revendications incluant le retrait des gendarmes de Kabylie, la reconnaissance officielle et constitutionnelle de tamazight comme langue nationale et officielle, et l'indemnisation des victimes.

Le gouvernement algérien signe des accords partiels, les viole, procrastine, manipule. Vingt-cinq ans plus tard, les revendications d'El-Kseur ne sont toujours pas satisfaites.

2001 est l'année où la Kabylie a compris définitivement qu'elle ne pouvait pas attendre de l'État algérien ni justice, ni reconnaissance, ni respect. C'est l'année de la rupture.

Chapitre 7 — Le MAK : la naissance d'un projet politique

2001 : la création du MAK

Dans la foulée du Printemps Noir, Ferhat Mehenni fonde le Mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie — qui deviendra plus tard le Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie (MAK). La logique est simple : après des décennies de revendications ignorées, de massacres impunis, de promesses trahies, la voie de l'intégration dans l'Algérie a été définitivement fermée par le régime lui-même.

Le MAK n'invente pas la nation kabyle. Il constate son existence historique et en tire les conséquences politiques logiques : un peuple qui a son histoire, sa langue, sa culture, son territoire, et qui ne s'est jamais librement intégré dans l'État algérien, a le droit à l'autodétermination — comme le reconnaissent les chartes internationales de l'ONU.

Ce que le MAK n'est pas

Le régime algérien — et certains politiciens français mal informés ou de mauvaise foi — présentent le MAK comme une manipulation étrangère, un complot américano-israélien, une création artificielle. Relisons l'histoire :

- La Numidie existait 200 ans avant J.-C.
- La Kahina résistait à l'islam en 688.
- Le Royaume de Koukou négociait avec l'Espagne en 1598.
- La révolte de Mokrani éclatait en 1871.
- Le Printemps Berbère surgissait en 1980.
- Le Printemps Noir ensanglantait 2001.

Le MAK est le produit logique de deux mille ans d'histoire et de soixante ans de répression algérienne. Il ne crée pas la nation kabyle — il la représente.

On n'a pas besoin d'Israël ni des États-Unis pour vouloir vivre libre dans sa propre langue, sur sa propre terre, sous ses propres institutions. On a besoin de mémoire. Et la mémoire kabyle est longue.

La répression contemporaine (2021-2026)

Face à la montée en puissance du MAK et de la conscience kabyle, le régime algérien intensifie la répression :

- L'article 87 bis du Code pénal algérien assimile toute revendication kabyle pacifique à du terrorisme. Des militants, des journalistes, des enseignants, des chanteurs sont emprisonnés pour un post Facebook, une chanson, un drapeau amazigh.
- 38 militants kabyles ont été condamnés à mort. Des témoignages de torture, de détentions arbitraires et de procès iniques s'accumulent.
- La loi 26-01 du 17 février 2026 interdit les emblèmes amazighs.
- Le procès des 94 de Larba Nath Iraten condamne des innocents après des aveux arrachés sous la contrainte.

En France, la justice refuse d'extrader Aksel Bellabaci, conseiller du président du MAK, vers l'Algérie — jugeant les poursuites algériennes sans fondement juridique valable. C'est une reconnaissance implicite de la légitimité de la cause kabyle par la justice d'un État de droit.

Chapitre 8 — Ce que l'histoire nous enseigne

Revenons au début. Posons la question simplement, comme à un enfant :

Est-ce que la Kabylie a choisi un jour d'être algérienne ?

La réponse est non. Jamais. À aucun moment de l'histoire, les Kabyles n'ont voté, signé, ni accepté librement leur intégration dans un État algérien arabo-islamiste. Ils ont été conquis par la France en 1857. Puis livrés par la France à l'Algérie en 1962. Sans être consultés. Sans garanties. Sans leur accord.

Ce que les Kabyles vivent depuis 1962 n'est pas le résultat d'un choix démocratique. C'est le résultat d'une décision prise par d'autres, sur leur dos, sans eux.

Dire cela n'est pas du séparatisme. C'est de l'histoire. Dire que la Kabylie a été indépendante pendant des siècles — c'est un fait. Dire qu'elle n'a jamais librement rejoint l'Algérie — c'est un fait. Dire que la France en porte la responsabilité — c'est un fait.

Les faits ne disparaissent pas parce qu'un régime les interdit. Les peuples ne disparaissent pas parce qu'un État les nie. La Kabylie est là. Elle a toujours été là. Et elle sera encore là quand les régimes qui l'oppriment auront rejoint la poussière de l'histoire.

Un peuple qui connaît son histoire ne peut pas être effacé. C'est pourquoi ceux qui veulent effacer la Kabylie commencent toujours par vouloir effacer sa mémoire.

Le message à la France

La France a une dette envers la Kabylie. Pas une dette sentimentale — une dette historique et juridique. Elle a conquis ce peuple par la force, elle l'a administré pendant cent trente-deux ans, elle l'a livré sans garanties à un régime qui l'opprime.

La France qui se réclame des droits de l'homme depuis 1789, qui a signé la Déclaration universelle de 1948, qui siège au Conseil de sécurité de l'ONU, a la responsabilité morale et politique de reconnaître cette réalité et d'agir en conséquence.

Reconnaître la question kabyle, soutenir les revendications culturelles et politiques du peuple kabyle, conditionner les relations franco-algériennes au respect des droits des Kabyles — ce ne sont pas des actes d'ingérence. Ce sont des actes de cohérence.

Le message aux Kabyles

À vous, Kabyles de Kabylie et de la diaspora : votre histoire est réelle. Votre identité est réelle. Votre droit à exister en tant que peuple est réel.

Vous n'êtes pas une invention. Vous n'êtes pas une manipulation. Vous êtes les héritiers de Massinissa, de Jugurtha, de la Kahina, des rois de Koukou, de Mokrani, de Hocine Aït Ahmed, des 126 martyrs de 2001.

Connaître votre histoire, c'est la première forme de résistance. La partager, c'est la deuxième. Et refuser l'oubli, c'est la plus haute forme de dignité.

Imazighen — hommes libres. Ce n'est pas un titre hérité. C'est un devoir à accomplir chaque jour.

Chronologie essentielle

Date	Événement
Vers 202 av. J.-C.	Massinissa fonde le Royaume de Numidie
118-104 av. J.-C.	Jugurtha résiste à Rome pendant sept ans
688 apr. J.-C.	La Kahina bat l'armée arabe — début de quinze ans de résistance
703	Mort de la Kahina au combat
1516	Les Ottomans prennent Alger. La Kabylie reste indépendante
16 juin 1598	Lettre du roi de Koukou à Philippe II d'Espagne — alliance diplomatique prouvée
5 juillet 1830	La France prend Alger
1857	Bataille d'Ichéridène — la Kabylie tombe après vingt-sept ans de résistance
1871	Grande révolte de Mokrani — réprimée dans le sang
18 mars 1962	Accords d'Évian — la France livre la Kabylie à l'Algérie sans garanties
1963	Arabisation forcée — le tamazight interdit
Avril 1980	Printemps Berbère — premier grand mouvement identitaire
1994-1995	Grève du cartable — un million d'enfants boycottent l'école arabisée
18 avril 2001	Meurtre de Massinissa Guermah à Kherrata — début du Printemps Noir
2001	126 jeunes Kabyles tués. Aucun responsable jugé. Création du MAK
2021-2026	Répression intensive : article 87 bis, 38 condamnations à mort, loi 26-01, emprisonnements massifs
14 mai 2025	La justice française refuse l'extradition d'Aksel Bellabaci — reconnaissance implicite de la légitimité kabyle

Tafat tettru, tagrest tettu.

Le printemps pleure, l'hiver oublie.

La Kabylie se souvient.